



LA PLAINE DES PALMISTES

PORTANT PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF DELIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE DE LA PLAINE DES PALMISTES

Demande déposée le : 19/12/2019 Demande affichée le : 03/01/2020 Demande complétée le : 25/02/2020	N° PC 974 406 16 A0094 M01										
Par : SCI LA PLAINE Demeurant à : 9 RUE D'ITALIE 97430 TAMPON Représenté(e) par : LAW TOW PASCAL Sur un terrain sis à : DEUXIEME VILLAGE 97431 LA PLAINE DES PALMISTES 406 AL 268											
Nature des travaux : Création centre commercial	Surface de plancher déclarée(s) (m²):										
Destination de la construction : Commerce Entrepôt Sous-destination de la construction : Nombre de logement(s) : Objet de la modification : - -Modification de l'aménagement de la surface de vente Accès et voirie Augmentation ou diminution de l'emprise au sol Aspect extérieur	<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 50%;">Existante :</td> <td style="text-align: center;">2078</td> </tr> <tr> <td>Démolie :</td> <td style="text-align: center;">0</td> </tr> <tr> <td>Créée :</td> <td style="text-align: center;">62</td> </tr> <tr> <td>Totale :</td> <td style="text-align: center;">2140</td> </tr> <tr> <td><i>Si dossier modificatif, surface antérieure :</i></td> <td style="text-align: center;">2078</td> </tr> </table>	Existante :	2078	Démolie :	0	Créée :	62	Totale :	2140	<i>Si dossier modificatif, surface antérieure :</i>	2078
Existante :	2078										
Démolie :	0										
Créée :	62										
Totale :	2140										
<i>Si dossier modificatif, surface antérieure :</i>	2078										

Le Maire,

Vu la demande susvisée,
 Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,
 Vu le Plan de Prévention des Risques d'Inondations et de Mouvements de Terrain de la commune de La Plaine des Palmistes, approuvé le 05/12/2011,
 Vu le Plan Local d'Urbanisme arrêté le 28/03/2012, approuvé le 29/05/2013 et modifié le 20/03/2019,
 Vu le règlement de la zone PLU : UB,
 Vu le règlement de la zone PPR : B3,
 Vu l'avis Favorable de la commission d'accessibilité date du 28/02/2020.
 Vu l'avis Favorable de la direction de l'exploitation et de l'entretien de la route en date du 13/02/2020.
 Vu l'avis Favorable du service départemental d'incendie de secours de la Réunion en date du 28/03/2020.
 Vu l'avis réputé favorable de la direction de l'eaux et de l'assainissement de la CIREST.

A R R E T E

Article 1: Le permis de construire modificatif EST ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée,

Article 2: Les réserves émises au permis de construire n° 05 PC 2017 demeurent applicables.

Article 3: La présente décision est transmise à Monsieur le Préfet, dans les conditions prévues à l'Article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.

Accusé de réception en préfecture
 974-219740065-20200311-00092-2020-AR
 Date de télétransmission : 11/03/2020
 Date de réception préfecture : 11/03/2020

Le Maire,

Marc-Euc BOYER



La présente décision est transmise à Monsieur le Préfet, dans les conditions prévues à l'Article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.

ATTENTION

DELAIS ET VOIES DE RECOURS – LE PERMIS DE CONSTRUIRE N'EST DEFINITIF QU'EN L'ABSENCE DE RECOURS OU DE RETRAIT :

- Le permis de construire peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

- L'autorité compétente peut retirer le permis de construire dans un délai de trois mois si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations (article L424-5 du code de l'urbanisme).

LE PERMIS DE CONSTRUIRE EST DELIVRE SOUS RESERVE DU DROIT DES TIERS

Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

DUREE DE VALIDITE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

Conformément au code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours, le délai de validité du permis de construire est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément à l'article R 424-21 du code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire, si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Cette demande de prorogation doit être faite par courrier en adressant une demande sur papier libre accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, 2 mois au moins avant l'expiration du délai de validité initial de votre permis de construire.

LE PETITIONNAIRE POURRA ALORS COMMENCER LES TRAVAUX¹ APRES AVOIR :

- Adressé au maire, en trois (3) exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier, le modèle de déclaration CERFA n° 13407*02 est disponible à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : www.service-public.fr

- Affiché sur le terrain le présent courrier ;

- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le contenu du panneau est disponible sur le site officiel de l'administration française : www.service-public.fr ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

LES OBLIGATIONS DU (OU DES) BENEFICIAIRE(S) DE L'AUTORISATION

Il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

¹ Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance de la décision de Permis de construire et doivent être différés : c'est le cas des travaux de démolition, ou des travaux situés en site inscrit, ainsi que des travaux faisant l'objet de prescriptions au titre de l'archéologie préventive.

Accusé de réception en préfecture
974-219740065-20200311-00092-2020-AR
Date de télétransmission : 11/03/2020
Date de réception préfecture : 11/03/2020